

La réalité d'aujourd'hui est bien une réalité urbaine : la moitié de l'humanité vit en effet de nos jours en zone urbaine. Cette population urbaine ne va cesser de s'accroître puisqu'en 2030, c'est près de 65 % de l'humanité qui vivra en ville. Comme la violence et les rivalités de pouvoirs sont et resteront, aujourd'hui comme demain, consubstantiels à la nature humaine, il a semblé indispensable aux responsables de l'Institut d'Études Géopolitiques de Genève, du Département des Relations Internationales de l'Université de Webster et du *Club Participation et Progrès* d'organiser conjointement à Genève un colloque international sur le thème des « conflits en zone urbaine ». Ce sont les actes de cette rencontre qui composent cet ouvrage.



Pierre Pascallon argumente dans sa communication que les « nouvelles » guerres sont des guerres « irrégulières », asymétriques et de « *low tech* ». Les combats sont des combats de faible ou basse intensité, avec des acteurs qui ne sont plus forcément des États — l'adversaire est le plus souvent de nature non étatique ; il s'agit de « l'insurgé innovant ». La guerre des villes et la guerre dans les villes appartiennent à ces conflits irréguliers qui caractérisent de plus en plus les guerres depuis la fin du système bipolaire. Pourtant, la guerre en zone urbaine n'est pas un phénomène récent. La guerre urbaine a toujours existé et continuera à exister car la ville a toujours été consubstantielle à l'humanité et va probablement l'être de plus en plus dans le futur. L'auteur rappelle que si l'on peut penser que les conflictualités asymétriques et les guerres urbaines seront prédominantes demain dans le cadre de « petites guerres », d'autres formes de guerres peuvent également se développer ; par exemple des guerres plus « classiques », plus conventionnelles, peuvent en effet revenir.

Alexandre Vautravers présente dans son intervention un aperçu historique de l'évolution des guerres dans les villes. Il rappelle que c'est la Seconde Guerre mondiale qui marque historiquement une charnière dans le combat en zone urbaine. L'auteur présente les enjeux stratégiques que représentent le contrôle d'une ville, puisque cette dernière peut être à la fois : un objectif (politique, symbolique ou d'opinion, économique, d'infrastructure), un passage obligé et/ou un centre de communication, ou encore un carrefour. M. Vautravers souligne qu'avant d'engager une action militaire en zone urbaine, l'analyse du milieu est déterminante. L'auteur présente également différentes doctrines liées aux guerres en zone urbaine et évoque le problème de l'adaptation des forces armées à ce type de conflit.

M. Pascal Le Pautremat examine les caractéristiques des guerres en zone urbaine à travers différents exemples historiques. Il conclut que malgré l'affirmation décisive de l'action aérienne au XXe siècle, celle-ci ne se substitue pas complètement à la dimension terrestre de la guerre urbaine. Certes, l'aviation permet de soulager les forces offensives au détriment de celles prises en étau. Mais, dans la durée, les attaques aériennes se doublent d'actions terrestres, redoutées car âpres et meurtrières comme différents exemples l'ont démontré non seulement pendant la Deuxième Guerre mondiale mais également, plus récemment, au Proche-Orient : offensive de Tsahal, à l'été 2006 au Liban du Sud, et lors de l'hiver 2008-2009, sur la bande de Gaza. Ces guerres ont toutes deux témoigné d'un recours écrasant aux bombardements stratégiques et tactiques, au détriment des populations civiles. Cela témoigne d'une réalité de plus en plus évidente au XXIe siècle : l'inadéquation des méthodes stratégiques de guerre en

zone urbaine, au regard de l'extrême imbrication entre populations civiles et réseaux djihadistes, à connotation terroriste ou non.

Le général Vincent Desportes argumente que la « guerre probable » se déroulera demain dans un environnement qui aura un rôle égalisateur face à la surpuissance technologique occidentale : au milieu des populations, au sol, dans des espaces fermés ou rugueux et donc, particulièrement, dans les villes.

Selon le général Desportes, la ville s'impose comme l'espace emblématique à la fois de la complexification du métier militaire et de sa dualité : la ville exige de repenser les conditions de l'efficacité des armées. L'effort principal est bien de prendre, tenir et maîtriser la ville et sa population, alors même qu'elle demeure coûteuse à prendre, à tenir, à maîtriser parce qu'elle est l'un des derniers maquis où l'adversaire peut espérer vaincre ou résister à une armée moderne.

Tanguy Struye de Swielande souligne que dans un monde dans lequel la domination des « valeurs occidentales » est de plus en plus remise en question par d'autres cultures et modèles de société, il serait naïf de croire que la façon de combattre, sous-entendant les règles d'engagement, se maintienne dans les guerres à venir. Selon l'auteur, les oppositions à la culture et à la vision stratégique de l'universalisme occidental se multiplieront dans les prochaines années. Un tel fossé idéologico-culturel ne peut qu'entraîner des approches différentes au niveau politique, social et stratégique-militaire. La dimension identitaire ou culturelle est ainsi susceptible de devenir une source de conflits selon l'auteur. Les acteurs combattent au nom de valeurs et de représentations spécifiques. Ce type de conflit identitaire peut, dans ces conditions, prendre une forme asymétrique dans le domaine de la culture stratégique-militaire. La rationalité expressive/identitaire des acteurs, une fois appliquée en stratégie, donne alors la notion d'asymétrie ontologico-culturelle. Il est, par conséquent, important d'intégrer la variable identitaire ou culturelle dans les études de sécurité et de défense.

Michel Veuthey souligne que sans être entièrement nouvelle, la guerre urbaine contemporaine comporte des problématiques humanitaires qui méritent examen, notamment concernant la continuité de l'adaptation du droit international humanitaire aux conflits urbains actuels. Il rappelle d'abord la difficulté de faire appliquer le droit international humanitaire (DIH) dans une guerre urbaine, puis présente une brève relecture du droit humanitaire dans un contexte urbain et étudie les principes mis au défi aujourd'hui dans ces types de conflits. Il termine par quelques propositions relatives à la mise en œuvre du DIH. M. Veuthey conclut qu'afin de créer des conditions propices au retour à la paix, le recours à des violences excessives doit être évité. La guerre urbaine n'implique donc pas seulement des questions juridiques mais présente aussi une dimension de légitimité : les adversaires, qu'ils soient États ou acteurs non étatiques, mettent leur légitimité en jeu en utilisant certaines méthodes et moyens de guerre.

Claude Rakisits distingue principalement deux types de conflits urbains fonctionnant en parallèle au Pakistan. Premièrement, la violence entre différents acteurs non étatiques — groupes religieux, groupes ethniques et ailes étudiantes et de la jeunesse des partis politiques. Cette violence prend la forme d'émeutes, d'attentats à la bombe, d'attaques kamikazes,

d'assassinats et de saccages du type pogrom. Plus récemment, ce type de violence urbaine a été aggravé par l'addition d'un conflit entre les représentants de l'État (armée, police, forces paramilitaires) et les militants jihadistes, généralement sous la forme d'attentats à la bombe, d'attaques kamikazes et de conflits armés. Selon l'auteur, la violence urbaine extraterritoriale, originaire du Pakistan, démontre la nécessité de considérer comme unité géopolitique à part entière le secteur géographique compris entre Kaboul et New Delhi.

M. Gyula Csurgai émet l'hypothèse qu'un conflit identitaire se développe dans les banlieues françaises, suivant une logique ami-ennemi influencée par différents facteurs qu'il examine dans son intervention. Il argumente que la dialectique ami-ennemi, essence de la politique entre États selon le penseur allemand Carl Schmitt, s'est déplacée à l'intérieur de l'État, selon les logiques géopolitiques et polémologiques. Les attaques des jeunes des banlieues contre les forces de l'ordre, mais aussi contre les pompiers et les symboles de l'État, s'inscrivent dans cette logique ami-ennemi, symptomatique d'une situation d'avant-guerre civile. Selon M. Csurgai, l'affaiblissement de l'État-nation et l'érosion de sa souveraineté peuvent légitimer les pouvoirs des acteurs non-étatiques ayant la capacité d'assurer le contrôle et le fonctionnement des territoires de banlieue. Ce processus graduel de substitution du pouvoir de l'État peut conduire, dans les banlieues, à une situation de partage du pouvoir entre islamistes et chefs de l'économie souterraine.

Oskar Baffi démontre que l'ampleur croissante que prend le phénomène des violences urbaines en Europe, notamment en France et en Grande-Bretagne, s'inscrit dans un processus de délitement sociétal lié tant à la gestion territoriale de l'urbanisation galopante qu'à l'intégration socio-économique d'individus majoritairement d'origine étrangère. Afin de cerner ce phénomène, il y a lieu de distinguer les logiques qui concernent, d'une part, les rapports qu'entretiennent ces individus avec le territoire dans lequel ils évoluent et, d'autre part, les représentations qui habitent l'imaginaire des différentes communautés — notamment ethnique, religieuse et linguistique — auxquelles ils appartiennent. En l'espèce, les réalités complexes que recouvrent les concepts d'espace et d'identité, ainsi que les enjeux vitaux qui en découlent et les intérêts particuliers qui s'y affrontent, s'enchevêtrent pour constituer un espace géopolitique à part entière : l'agglomération, entendue comme système-ville caractérisé par un centre et une périphérie. Il apparaît dès lors urgent de penser une géopolitique des violences urbaines qui fasse émerger les dynamiques de puissance qui lui sont sous-jacentes et auxquelles se rattachent des enjeux aussi bien culturels que sécuritaires, cruciaux pour l'avenir de nos sociétés.

Les réflexions développées dans ce livre sont tout à fait centrales à l'heure où les conflits en zone urbaine jouent un rôle de plus en plus important dans les guerres contemporaines. La violence devient par ailleurs de plus en plus visible dans nos cités dites « sensibles », résultant en partie des rivalités entre acteurs contrôlant l'économie souterraine.

Gyula Csurgai, Pierre Pascallon, Alexandre Vautravers

Cliquer [ICI](#) pour commander l'ouvrage (Editions Le Polémarque, 189 pages, 18 euros)



Soldat « félinisé » lors de la démonstration de combat urbain DECAZUB 2012. Crédit : Stéphane Gaudin